



Données financières consolidées des sociétés d'État

Deuxième trimestre (T2) 2016-2017

Publié : le 2017-01-01

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor 2017,

Publié par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
90 rue Elgin, Ottawa, Ontario, K1A 0R5, Canada

N^o de catalogue BT1-61E-PDF
ISSN : 2816-7082

Ce document est disponible sur Canada.ca, le site Web du gouvernement du Canada.

Ce document est disponible en médias substitués sur demande.

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé
pour désigner tant les hommes que les femmes.

Also available in English under the title: Consolidated financial information for Crown corporations Second
Quarter (Q2) 2016-2017

Données financières consolidées des sociétés d'État (deuxième trimestre 2016-2017; en milliers de dollars)

Filtrer les articles Affiche 1 à 43 de 43 entrées

OrgID	Société d'État	Type de société	Exercice financier	Période de déclaration	Total des actifs	Total des passifs	Avoir	Crédits budgétaires	Revenus (Tiers)	Total des revenus	Charges	Bénéfice net (perte nette)	Résultat global (perte globale)	Emprunts	Dividendes	Convention comptable	Publié
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
13	Administration de pilotage de l'Atlantique	Entreprise	31-déc	T2 terminé le 30 juin	13 860	7 167	6 693	0	11 157	11 157	11 017	140	140	0	0	IERS (Normes internationales d'information financière)	Oui
14	Énergie atomique du Canada limitée	Consolidée	31-mars	T2 terminé le 30 sept.	1 151 225	8 482 433	(7 331 208)	330 316	67 485	397 801	376 930	20 871	20 871	0	0	IERS (Normes internationales d'information financière)	Oui
15	Banque du Canada	Entreprise	31-déc	T2 terminé le 30 juin	104 079 000	103 588 900	490 100	0	839 100	839 100	279 800	559 300	401 400	0	0	IERS (Normes internationales d'information financière)	Oui
20	Banque de développement du Canada	Entreprise	31-mars	T2 terminé le 30 sept.	24 123 322	18 716 877	5 406 445	0	613 222	613 222	407 342	205 880	127 259	18 345 006	68 649	IERS (Normes internationales d'information financière)	Oui
29	Conseil des Arts du Canada	Consolidée	31-mars	T2 terminé le 30 sept.	392 367	110 731	281 636	123 300	5 118	128 418	138 423	(10 005)	(10 005)	0	0	PSAS (Normes comptables du secteur public)	Oui
30	Société d'assurance-dépôts du Canada	Entreprise	31-mars	T2 terminé le 30 sept.	3 638 594	1 461 087	2 177 507	0	230 140	230 140	168 642	61 498	61 241	0	0	IERS (Normes internationales d'information financière)	Oui
31	La Corporation de développement des investissements du Canada	Entreprise	31-déc	T2 terminé le 30 juin	664 468	187 374	477 094	0	78 051	78 051	42 098	35 953	23 940	0	0	IERS (Normes internationales d'information financière)	Oui
40	Société immobilière du Canada limitée	Entreprise	31-mars	T2 terminé le 30 sept.	888 074	401 013	487 061	0	106 380	106 380	79 224	27 156	19 685	314 994	6 500	IERS (Normes internationales d'information financière)	Oui
42	Société canadienne d'hypothèques et de logement	Entreprise	31-déc	T2 terminé le 30 juin	254 319 000	233 981 000	20 338 000	1 052 000	3 544 000	4 596 000	3 740 000	856 000	699 000	225 043 000	0	IERS (Normes internationales d'information financière)	Oui
43	Office d'investissement du régime de pensions du Canada	N/A (Non disponible)	31-mars	T2 terminé le 30 sept.	379 652 000	79 104 000	300 548 000	0	19 043 000	19 043 000	1 294 000	17 749 000	17 749 000	0	0	IERS (Normes internationales d'information financière)	Oui
44	Société canadienne des postes	Entreprise	31-déc	T2 terminé le 30 juin	8 310 000	11 201 000	(2 891 000)	0	3 999 000	3 999 000	3 955 000	44 000	(1 766 000)	1 069 000	0	IERS (Normes internationales d'information financière)	Oui
51	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	Consolidée	31-mars	T2 terminé le 30 sept.	540 691	578 986	(38 295)	327 134	2 379	329 513	334 249	(4 736)	(16 829)	0	0	IERS (Normes internationales d'information financière)	Oui
53	Société Radio-Canada	Consolidée	31-mars	T2 terminé le 30 sept.	1 734 134	1 559 752	174 382	479 189	291 431	770 620	786 678	(16 058)	(170 741)	373 165	0	IERS (Normes internationales d'information financière)	Oui
58	Corporation commerciale canadienne	Consolidée	31-mars	T2 terminé le 30 sept.	4 473 556	4 445 517	28 039	1 755	1 218 506	1 220 261	1 220 891	(630)	(630)	0	0	IERS (Normes internationales d'information financière)	Oui
61	Commission canadienne du lait	Consolidée	31-juil	T2 terminé le 31 jan.	115 884	71 335	44 549	1 921	203 634	205 555	191 594	13 961	13 961	33 330	0	IERS (Normes internationales d'information financière)	Oui
81	Musée canadien des droits de la personne	Consolidée	31-mars	T2 terminé le 30 sept.	335 959	335 296	663	14 313	5 714	20 027	19 848	179	179	0	0	PSAS-GNPEQ (Normes comptables du secteur public pour les organismes sans but lucratif contrôlés par l'État)	Oui
82	Musée canadien de l'histoire	Consolidée	31-mars	T2 terminé le 30 sept.	326 758	254 831	71 927	37 169	10 387	47 556	44 549	3 007	3 007	0	0	PSAS-GNPEQ (Normes comptables du secteur public pour les organismes sans but lucratif contrôlés par l'État)	Oui
84	Musée canadien de l'immigration du Quai 21	Consolidée	31-mars	T2 terminé le 30 sept.	31 439	20 269	11 170	5 131	1 598	6 729	6 089	640	640	0	0	PSAS-GNPEQ (Normes comptables du secteur public pour les organismes sans but lucratif contrôlés par l'État)	Oui
85	Musée canadien de la nature	Consolidée	31-mars	T2 terminé le 30 sept.	198 745	205 490	(6 745)	15 776	4 949	20 725	19 581	1 144	1 144	27 250	0	PSAS-GNPEQ (Normes comptables du secteur public pour les organismes sans but lucratif contrôlés par l'État)	Oui

Remarques dans le rapport financier consolidé

- 1 Pour les besoins des Comptes publics, les sociétés d'État sont classées en deux groupes : les sociétés d'État **entreprises** et les sociétés d'État **consolidées**. Les sociétés d'État consolidées dépendent du financement du gouvernement comme principale source de revenus, alors que les sociétés d'État entreprises ne dépendent pas du financement du gouvernement pour maintenir leurs opérations. Il y a, cependant, quelques exemptions de déclaration. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, bien que société d'État, gère au nom du Régime de pensions du Canada, des fonds n'appartenant pas au gouvernement; ainsi, l'Office ne fait pas partie du périmètre comptable (N/A (Non disponible)). L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public est exempté (N/A (Non disponible)) de l'exigence de fournir les renseignements financiers sur une base trimestrielle. Ces renseignements sont seulement fournis sur une base annuelle le 31 mars aux fins d'uniformité.
- 2 Les sociétés d'État ont des dates de fin d'exercice financier différentes, selon ce qui convient le mieux à leur contexte opérationnel.
- 3 L'**actif total** (à court et à long terme) représente l'ensemble des éléments d'actif figurant dans les états financiers vérifiés ou le rapport financier trimestriel non vérifié de la société d'État (c'est-à-dire, argent comptant, matériel, etc.).
- 4 Le **passif total** (à court et à long terme) représente tous les passifs déclarés par la société (comptes créditeurs, emprunts et autres obligations).
- 5 L'**avoir** (également appelé « surplus ou déficit accumulé ») comprend le capital social, le surplus d'apport, les bénéfices non répartis, le cumul des autres éléments du résultat global et les participations ne donnant pas le contrôle, le cas échéant. Sous les normes comptables du secteur public pour les organismes sans but lucratif contrôlés par l'État (PSAS-GNEPO (Normes comptables du secteur public pour les organismes sans but lucratif contrôlés par l'État)), l'avoir peut être appelé « actif net » et il peut inclure des actifs affectés et non affectés, les actifs nets investis en immobilisations et d'autres gains (pertes) de réévaluation cumulés.
- 6 Les **crédits budgétaires** désignent les crédits parlementaires versés aux sociétés à titre de dépenses en capital et de fonctionnement qui sont reconnus comme un revenu dans l'État des résultats. De plus, les crédits peuvent inclure le financement d'immobilisations reporté qui est amorti et reconnu selon la même méthode et sur les mêmes périodes que les biens immobiliers, le matériel et les immobilisations incorporelles connexes.
- 7 Les **revenus (tiers)** incluent les recettes générées par la vente de biens et de services, le revenu de placement et autres revenus et gains (ex. gains de réévaluation). Autre financement reçu et reconnu (ne comprenant pas les crédits budgétaires) peut aussi y être inclus.
- 8 Le **total des revenus** représente les revenus tiers (ou revenus autogénérés, au sens défini ci-dessus) et les crédits relatifs aux opérations de l'année en cours.
- 9 Les **charges** incluent le coût des marchandises vendues ou le coût des ventes, les charges opérationnelles et administratives, les autres charges et les pertes (ex. les pertes de réévaluation, etc.), le cas échéant. Les dépenses ne comprennent pas les impôts sur le revenu ou les paiements distribués aux agences et offices provinciaux de la part de la Commission canadienne du lait ou aux pêcheurs de la part de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce.
- 10 Le **bénéfice net (perte nette)** représente le revenu après impôt, le cas échéant, alors que le **revenu global** total inclut des autres revenus globaux ainsi que des postes extraordinaires. Dans certains cas, le revenu net ou un autre revenu global est défini comme étant « l'excédent des crédits parlementaires reçus sur les coûts de fonctionnement », « le surplus », « le résultat net » ou « l'excédent des produits sur les charges ».
- 11 Les **emprunts** (auprès du tiers et du gouvernement, le cas échéant) comprennent les emprunts à court et à long termes en date du trimestre visé. Ceux-ci incluent les prêts, les avances versées par le gouvernement du Canada et autres instruments assimilables à des titres de créance.
- 12 Les **opérations portant sur l'avoir** avec le gouvernement comprennent les **dividendes** qui ont été versés (pas déclarés) au cours de l'année (montants cumulatifs à ce jour). Les dividendes peuvent être versés par la société au gouvernement du Canada avant ou après la fin de l'exercice financier de la société. Pour la Banque du Canada, les dividendes déclarés représentent le versement du surplus constaté au Receveur général du Canada.
- 13 Les sociétés d'État utilisent des normes d'établissement de rapports différentes (Normes internationales d'information financière (IFRS (Normes internationales d'information financière) (Normes internationales d'information financière)), normes comptables du secteur public (PSAS (Normes comptables du secteur public) (Normes comptables du secteur public)) ou normes comptables du secteur public pour les organismes sans but lucratif contrôlés par l'État (PSAS-GNEPO (Normes comptables du secteur public pour les organismes sans but lucratif contrôlés par l'État)) telles que notées dans les rapports publiés). Aucune conversion à l'une ou l'autre des normes d'établissement de rapports n'a été effectuée afin de présenter les renseignements financiers.
- 14 Un oui signifie que la société d'État est conforme avec la **LGFP (Loi sur la gestion des finances publiques)** 65.1 (3) « Le ministre compétent rend le rapport public dans les soixante jours suivant la fin du trimestre visé par celui-ci ».

- Les revenus totaux (les revenus autogénérés et les crédits), le revenu net, le revenu global total et les dividendes sont cumulatifs à compter du deuxième trimestre de chaque exercice visé.
- Les états financiers n'affichent pas toujours les mêmes données de façon uniforme, donc certaines données ont été rajustées ou ne pouvaient pas être liées directement à la catégorie d'établissement de rapports pour établir un repère significatif qui permet de comparer les données entre les sociétés d'État.
- Les données présentées couvrent la majorité des sociétés d'État. Dans les cas où il était impossible d'inclure des données, une explication a été fournie.
- Il convient, si l'on veut comparer le rapport d'une société d'État avec les données présentées ici, de tenir compte de la possibilité que la société ait redressé certaines données financières après le fait afin de refléter des modifications dans ses conventions comptables. Le lecteur doit savoir qu'aucune mesure n'a été prise pour faire en sorte que les

données contenues dans ce rapport rendent compte de telles modifications.

- Le sommaire des données financières compilées à partir des rapports annuels publiés des sociétés d'État a été présenté à titre d'information, comprenant les résultats cumulés générés au cours de l'exercice financier.
- Les données présentées ont été tirées des rapports annuels ou des rapports financiers trimestriels disponibles sur le site Web de la Société d'État listée pour la période présentée.

Date de modification :

2020-03-10